

C'est parfois à ce qui peut sembler dérisoire de prime abord que l'on reconnaît un homme ou un régime politique, et qu'on le juge : ce n'est pas forcément juste mais c'est ainsi, et la politique, tout comme l'exercice de l'État, n'est pas un chemin de roses, même si les épines sont souvent bien là... L'affaire Benalla nous rappelle ces quelques vérités simples, et fournit l'occasion d'en tirer quelques leçons que la République se chargera sans doute d'oublier au prochain locataire de l'Elysée, avant l'affaire suivante : l'histoire sert-elle vraiment à quelque chose dans ce régime d'amnistie (celle qui accompagne l'amnésie) quinquennale, qui, d'une élection à l'autre, croit repartir à zéro, dans une sorte de « tabula rasa » permanente ?

M. Benalla révèle, à son corps défendant (sans jeu de mots au regard de sa fonction près du président Emmanuel Macron), les vices d'une République qui croit, sous la cinquième du nom, imiter la Monarchie quand elle n'en est que la caricature, parfois réussie, souvent affligeante, voire odieuse en certaines occasions. Ainsi, si l'on s'intéresse au cas des gardes du corps (ce qu'est M. Benalla, malgré la titulature de « conseiller » ou de « collaborateur du président » que la presse lui attribue) ou des serviteurs de l'État incarné, il y a une grande distance entre les mousquetaires du Roi (ou les Gardes suisses) et les barbouzes de la République qui, depuis le SAC gaulliste aux officines privées dites de sécurité, arpentent les allées du Pouvoir, voire du Parlement : **le « pays légal »** (qui semble avoir mieux résisté au passage du temps que le « pays réel », souvent difficile à définir ou à délimiter, et source de tous les phantasmes, élitaires ou populistes) **évoque souvent de grands principes**
mais pratique « la petite vertu » ...

Des mousquetaires du Roi aux barbouzes de la République.

Écrit par Jean-Philippe

Lundi, 23 Juillet 2018 13:36 - Mis à jour Lundi, 23 Juillet 2018 14:03



Benalla, le sparadrap...

Les oppositions à M. Macron, qui se gardent bien d'évoquer la nature même d'un État ou celle de l'esprit du temps qui autorisent un M. Bellana, oublie de préciser que ce n'est pas (ou pas seulement) l'actuel locataire de l'Elysée qui peut être considéré comme responsable d'une situation qu'il a mal gérée devant l'Opinion, prise à témoin par tous les Tartuffes d'un système dont ils ont, pour la plupart, largement profité lorsque leurs partis respectifs tenaient le Pouvoir : **les précédents quinquennats ou septennats ont tous été émaillés de scandales qui, parfois, ont atteint jusqu'au sommet de l'État**, et les histoires d'écoutes, de crocs-en-jambes et de règlements de comptes, de fausses factures et d'emplois fictifs, de passe-droits et de pots-de-vin, etc. emplissent les colonnes des collections du

Canard enchaîné

Des mousquetaires du Roi aux barbouzes de la République.

Écrit par Jean-Philippe

Lundi, 23 Juillet 2018 13:36 - Mis à jour Lundi, 23 Juillet 2018 14:03

et les archives nationales. A croire que la République, née avec le très corrompu Danton, ne peut se défaire de cet héritage maudit et renouer avec l'honneur, apanage d'une Monarchie, ce que Montesquieu avait souligné en son temps...

Alexandre Dumas comme Paul Féval ont, en littérature, rappelé cette vérité simple d'une **fidélité au Roi qui n'est pas une idolâtrie mais service d'un homme-institution, du Roi-État**, qui, lui-même, se doit de respecter les règles d'un honneur qui peut l'amener jusqu'au sacrifice suprême : l'honneur de la Monarchie est aussi à ce prix, et le roi Louis XVI en a assumé toutes les conséquences, d'ailleurs. Les provinces de France elles-mêmes participaient à cette conception ancienne de l'honneur, comme la Bretagne nous le rappelle à travers sa devise latine «

Potius Mori quam Foedari

», c'est-à-dire «

Plutôt la mort que la souillure

».

Des mousquetaires du Roi aux barbouzes de la République.

Écrit par Jean-Philippe

Lundi, 23 Juillet 2018 13:36 - Mis à jour Lundi, 23 Juillet 2018 14:03

Quand M. d'Artagnan sortait l'épée du fourreau ou arrêtait l'homme le plus riche du royaume, Nicolas Fouquet ; quand il se lançait à la conquête des remparts de Maëstricht sous lesquels il laissera sa vie, il servait son roi et la France, et n'en profitait pas pour « se servir », ou n'agissait pas par orgueil ou individualisme : sa cause était celle de l'État et son service gratuit, non pas privé mais public au sens premier du terme. « **Tant vaut l'État, tant vaut sa raison** », écrivait Maurras. Mais c'est aussi valable pour les raisons d'être et d'agir des personnels de celui-ci, et la République, qui repose sur le « mérite », confond trop souvent ce dernier avec une « méritocratie » qui en oublie ses propres devoirs politiques et sociaux parce que ne voulant voir que les qualités individuelles sans les conjuguer au nécessaire service de tous.



M. Macron qui, depuis son élection et dans un réflexe monarchique qu'on peut lui reconnaître sans déchoir, a voulu restaurer de la verticalité dans l'exercice de la magistrature suprême de l'État, se retrouve piégé par une République qui, fondamentalement, ne sait plus où se trouvent les règles élémentaires de l'honneur parce qu'elle n'en a jamais vu autre chose, dès ses premiers pas des années 1790, qu'une valeur « d'Ancien régime » sans intérêt et que l'on devait même dénoncer comme vestige du monde d'avant-République... C'était la vertu (républicaine) contre l'honneur (monarchique). Dans l'affaire qui porte son nom, **M. Benalla, faute de voir le Pouvoir autrement que comme une chasse gardée dont il tenait quelques clés** (y compris celles de l'Assemblée nationale...), a nui aux deux principes, et la République se retrouve à découvert...

Des mousquetaires du Roi aux barbouzes de la République.

Écrit par Jean-Philippe

Lundi, 23 Juillet 2018 13:36 - Mis à jour Lundi, 23 Juillet 2018 14:03

Il y a eu (et il y en a sans doute encore), en République, quelques politiques et hommes d'État persuadés que les valeurs anciennes de l'honneur et du service devaient retrouver leur place dans l'exercice de l'État, au bénéfice de la France et des Français, parfois « malgré eux ». Mais ils furent plus des exceptions que la règle, et **la République, par essence, penche toujours du côté de la facilité quand la Monarchie, elle, se voulait plus exigeante** et pouvait l'être, n'étant pas la proie des féodalités qui, trop souvent aujourd'hui, imposent leurs mauvaises habitudes et leur idéologie indexée sur le rapport à l'argent et à son pouvoir discrétionnaire.

Quand la République, du coup, en devient arbitraire, la Monarchie, les mains déliées mais « captive » de son honneur qui est aussi l'un de ses éléments de légitimité, peut rester ce que l'autorité suprême doit être, c'est-à-dire arbitrale !

Des mousquetaires du Roi aux barbouzes de la République.

Écrit par Jean-Philippe

Lundi, 23 Juillet 2018 13:36 - Mis à jour Lundi, 23 Juillet 2018 14:03
